

Déficit plus lourd... à cause du fédéral

Le budget wallon aurait dû afficher un déficit de 150 millions pour 2017. Ce sera finalement 300 millions. Mais avec des investissements.

● Martial DUMONT

Il aura fallu 3 jours à Christophe Lacroix et au gouvernement wallon pour boucler le budget 2017.

Un exercice périlleux dans la mesure où la croissance n'est toujours pas au rendez-vous : en juin, les prévisions étaient d'une croissance de 1,5 % pour l'année prochaine. Aujourd'hui, on prévoit 1,2 %.

Théoriquement, en fonction de la trajectoire budgétaire, le déficit aurait dû,

pour 2017, se situer aux environs de 150 millions pour, in fine, l'année suivante, retourner à l'équilibre.

Le déficit annoncé ce dimanche par le gouvernement de Paul Magnette est finalement de 300 millions d'euros. Jeudi, il était de 544 millions.

Le gouvernement a donc « retrouvé » 244 millions en 3 jours. En travaillant sur la dette, en réformant le système d'aides aux entreprises, en diminuant les budgets « études et communication du gouvernement » ou encore en faisant des économies dans les OIP et au service public de Wallonie.

Tax-shift intégré

Mais attention, prévient le ministre-président, cette fois, il s'agit d'un budget

plus clair et plus transparent puisqu'il intègre les décisions du fédéral impactant les recettes wallonnes : le tax-shift, la DLU (Déclaration libératoire unique) et la problématique du financement des infrastructures hospitalières. Tout ça pour une somme totale de 114 millions.

Lors de l'exercice 2016 (déficit de 385 millions), ces aspects n'avaient pas été pris en compte par la Wallonie et, en quelque sorte mis « hors déficit ». Autrement dit, ajoute Paul Magnette, si, on avait fait pareil pour 2017, ou si le fédéral n'avait pas pris ces décisions qui impactent négativement les finances wallonnes, celles-ci seraient parfaitement dans les clous pour le retour à l'équilibre prévu initialement en 2018. ■

Et l'assurance autonomie ?

REACTION ♦ Le gouvernement wallon raconte des « boniments » tant en ce qui concerne l'absence de taxes

nouvelles que sur la trajectoire du retour à l'équilibre budgétaire, a jugé le chef de groupe Écolo au Parlement wallon Stéphane Hazée. L'exécutif dit ne pas édicter de nouvelles taxes, « alors qu'il a annoncé en juillet l'arrivée d'une taxe forfaitaire (dans le courant de l'année 2017) pour financer l'assurance autonomie »,

souligne le député Vert. Pour le MR Pierre-Yves Jeholet, « on est dans la chipote budgétaire ». l'argument de l'absence de taxes nouvelles ne cache pas que la télé-redevance sera encore due l'an prochain ni que l'assurance-autonomie en gestation soit un « impôt déguisé ».

les Flamands à l'équilibre

Le gouvernement flamand s'est accordé dans la nuit de vendredi à samedi sur le budget 2017 de la Région.

Selon le ministre-président Geert Bourgeois (N-VA), celui-ci prévoit un bon nombre d'investissements. Le ministre du Budget, Bart Tommelein (Open Vld), s'est, lui, réjoui qu'il ne contienne aucun impôt nouveau.

Si le budget flamand est en équilibre, il n'intègre toutefois pas les frais de construction du projet de contournement d'Anvers, l'Oosterweel. Pour atteindre cet équilibre, l'équipe Bourgeois a livré un effort

de 560 millions d'euros.

Malgré cela, quelque 400 millions d'euros d'investissements sont prévus, principalement dans des écoles, le bien-être et la recherche et le développement.

« Pouvoir désobéir à la Commission »

Le gouvernement wallon s'est aussi fixé un double objectif lors de ce conclave budgétaire : faire des économies sans peser sur le portefeuille des citoyens et des entreprises. Pas de nouvelles taxes donc.

Et puis, il fallait aussi permettre des investissements pour ne pas affecter le redressement économique actuellement en cours. C'est malheureusement ce que fait l'Europe, dit Magnette, avec ses normes SEC qui obligent les États à intégrer dans leur déficit des dépenses d'investissements.

Mais selon le chef de l'exé-

cutif wallon, il faut « *pouvoir désobéir à la Commission, parfois pour son propre bien* ».

Autrement dit, continuer à investir pour ne pas assécher l'économie. « *La Commission nous permet de sortir du déficit des dépenses en matière de sécurité et de déradicalisation. Elle doit aussi pouvoir le faire pour des investissements* », dit le ministre-président.

Et des investissements, la Wallonie a décidé d'en faire en 2017. Il y a les incontournables (pour 93 millions) : soutien à la reconversion de Caterpillar, soutien aux exportations, accès au loge-

ment ou encore compétitivité énergétique des entreprises.

Et puis surtout, il y a les investissements stratégiques (300 millions) : les voies hydrauliques et les routes, les aéroports, la SRWT, le cofinancement européen (la Wallonie complète le plan d'aide européen) ou encore la formation.

« On y arrivera »

Bref, le gouvernement wallon est content de lui : certes, avec un déficit de 300 millions, on sait d'ores et déjà que le retour à l'équilibre « *nécessaire pour pouvoir*

garder une capacité d'investissement » ne se fera pas en 2018.

Mais là, n'est pas le plus important rappelle Magnette pour qui l'Europe doit comprendre et infléchir ses directives en matière d'orthodoxie budgétaire. Et le ministre-président de se réjouir qu'au niveau fédéral, le discours wallon à cet égard commence à percoler.

Bien. Mais le retour à l'équilibre, ce sera quand ? « *Il n'y a pas de date. Tout dépendra des paramètres macroéconomiques. Il faut voir année après année. Mais on y arrivera* », conclut-il. ■ **M. Dum.**